



## **Fusillades au Charrel Un conseil municipal extraordinaire pour sortir de l'inaction.**

le 26 octobre 2021

De nouveau, comme en février, des incidents graves et répétés, coups de feu, agression, guerre de territoire de trafiquants de drogue secouent le quartier du Charrel.

Une fois de plus la réponse de Gérard Gazay et de l'actuelle municipalité n'est pas à la hauteur des enjeux. Dans une incroyable déclaration sur Facebook, Gérard Gazay affirme avoir «développé des moyens importants depuis 2014» pour la sécurité. Et renvoie sur l'État la responsabilité de la situation.

Pire pas un mot de solidarité, de compassion pour les habitant·e·s du quartier. Pas un mot d'inquiétude pour les enfants et les enseignant·e·s confiné·e·s vendredi dernier de longues minutes dans l'école Mandela.

Appeler la Préfète de Police et communiquer sur Facebook constituent pour l'instant les seules réponses du Maire. Comme à son habitude : beaucoup de mots et peu d'actes.

Le trafic de drogue tue, blesse, pourrit la vie de quartiers entiers.

Il se développe quand le lien social s'affaiblit, quand les associations abandonnées par les pouvoirs publics sont contraintes de reculer face aux dealers.

La responsabilité d'un Maire est de veiller sur ce lien comme sur la prunelle de ses yeux. Le choix de Gazay se limite à des caméras coûteuses et souvent inutiles.

Il faut une Police de proximité (démantelée par Sarkozy), il faut une attention de chaque instant pour les quartiers populaires.

Aubagne Toujours affirme son plein soutien aux forces de l'ordre engagées dans la bataille contre les trafics et les trafiquants et condamne fermement l'inaction de l'actuelle municipalité.

Aubagne Toujours affirme son plein soutien et son entière solidarité aux personnes vivant ou travaillant au Charrel.

Oui il faut des moyens policiers supplémentaires, nationaux comme municipaux, pour stopper les trafics mais il faut aussi des moyens humains, de terrain en prévention de la délinquance en animation pour que les habitant·e·s du Charrel puissent relever la tête et dire que leur quartier n'est pas une zone de non droit. La Ville d'Aubagne, le bailleur social Erilia en ont les moyens.

Comme en février nous demandons, de nouveau, un Conseil municipal extraordinaire organisé rapidement dans le quartier pour faire la démonstration que tout Aubagne se mobilise pour que cesse la peur et la violence au Charrel.

**Pour Aubagne Toujours,  
Alternative écologiste et citoyenne**

**Dominique Nivet Benassaya et Denis Grandjean  
Conseiller·e municipaux**